

No. 15

Les Cahiers d'

O C I S C A

**LES PROBLÈMES DU FINANCEMENT
DE L'AGRICULTURE VIVRIÈRE
A BAFOU**

Par Emmanuel Foko

ORSTOM

MINREST



Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

Les Cahiers d'Ocisca N° 15

**LES PROBLEMES DU FINANCEMENT
DE L'AGRICULTURE VIVRIERE
A BAFOU**

Emmanuel Foko

Février 1995

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun

Liste des institutions membres du Comité de pilotage d'Ocisca

<i>Direction de la recherche et de la Planification</i>	Jean-Blaise Nyobe, Directeur Charles Binam Bikoi, Conseiller en sciences sociales
<i>Institut National de Cartographie</i>	Paul Moby Etia, Directeur
<i>Direction Nationale de la Statistique et la Comptabilité Nationale</i>	Jean Tedou, Directeur
<i>Ecole Nationale Supérieure Polytechnique</i>	Paul Vermande, Directeur
<i>Université de Dschang</i>	Samuel Domgang, Recteur
<i>ORSTOM</i>	Jacques Bonvallot, Représentant
<i>Mission de Coopération et d'Action Culturelle</i>	Pierre Jacquemot, Chef de mission
<i>Caisse Française de Développement</i>	Dominique Dordain, Chef d'agence

Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST-ORSTOM) 1995
N° ISSN : 1023-7631

Les Cahiers d'Ocisca
B.P. 1857 Yaoundé - Cameroun
Tél. : (237) 23.95.34

Présentation de l'auteur

Emmanuel Foko est enseignant à l'Université de Dschang, au département d'Économie rurale de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion. Membre d'OCISCA, il est responsable des opérations de l'observatoire de Bafou qui étudie Les comportements des planteurs de café arabica.

Remerciements

L'auteur tient à remercier Jean-Luc Dubois, coordonnateur d'OCISCA, pour ses commentaires et conseils sur le manuscrit original, et Pierre Mieuguem qui a contribué à la collecte des données sur le terrain.

Cette publication a été rendue possible grâce aux financements du Ministère français de la Coopération et du Développement et de l'ORSTOM, Institut français de Recherche pour le Développement en Coopération.

Résumé

Dans la chefferie de Bafou, on remarque que le financement des cultures vivrières est assuré de quatre manières différentes : par l'épargne des exploitants, par l'emprunt, grâce au résultat d'exploitation, enfin par les dons. Les dépenses courantes de fonctionnement, incluant l'achat des intrants, reposent sur l'auto-financement des exploitants, et sur le crédit informel. La solidarité continue de jouer un rôle important sous la forme de dons, mode de financement fréquent pour les jeunes agriculteurs. Seulement 68,5% des dépenses d'investissement sont financées par les ressources internes des exploitations, incluant l'épargne individuelle et le résultat de l'exploitation. Une meilleure organisation des agriculteurs faciliterait la prise en charge de certaines dépenses. Des solutions originales sont donc à rechercher du côté de l'État ou du secteur privé pour assurer les financements complémentaires, notamment pour les investissements.

Mots-clés : Cameroun, Agriculture vivrière, Financement rural.

Abstract

In the Bafou area, food crops production is financed by four different sources : farmers' savings, loans, farm revenues and gifts. Current expenditures, including farm inputs are mainly covered through auto-financing by the farmers or by credit from informal sources. Solidarity among peoples continues to play an important role through gifts, a frequent source of financing for young farmers who are settling. Only 68,5% of investment expenditures are financed by internal sources including farmers' savings and farm revenues. A better organisation of farmers could contribute to solving the financing problem for current expenditures. New approaches are required with contribution from both the State and the private sector to supplement available financing sources especially for investment expenses.

Keywords : Cameroon, Food Crops, Rural Finance.

Préface

Sous la forme d'une série régulière les Cahiers d'Ocisca présentent des études produites dans le cadre du programme de recherche intitulé Ocisca, Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun. Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel qu'elle suscite. Les conditions de vie des ménages, l'examen des situations de vulnérabilité et de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des politiques d'ajustement comme la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont le résultat des recherches et les études sont diffusées dans cette série.

Les Cahiers sont conçus comme un médium au service de tous ceux qui veulent diffuser des informations recueillies par les différents observatoires, des analyses scientifiques de données d'enquêtes, et des travaux de recherche individuels effectués dans les domaines ci-dessus, ou d'actualité. L'objectif est d'informer les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible, de proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

C'est en conformité avec cette orientation que ce numéro met l'accent sur les modes de financement de l'agriculture vivrière. En effet la recherche de financement devient un problème important pour les exploitants agricoles en période de crise, quand les ressources se font plus rares et que le choix de leur affectation entre cultures de rente et cultures vivrières devient difficile.

Des éléments de solution sont apportés par une étude du comportements des exploitants de la chefferie de Bafou pendant la campagne de 91/92. L'ensemble des dépenses d'exploitation est décomposé entre dépenses d'investissement et dépenses courantes de fonctionnement. Ces dernières incluant les principaux intrants, engrais et produits phytosanitaires, semences. Les résultats sont obtenus à partir d'une enquête auprès de 60 exploitations tirées de façon aléatoire dans la base de sondage des 6000 exploitations de la chefferie.

On remarque que 86,63 % des dépenses courantes de l'exploitation sont assurées par les exploitants eux-mêmes, à partir de leurs ressources propres, épargne individuelle et résultat d'exploitation. L'emprunt auprès du secteur informel, en raison des facilités de prêt qu'il concède, permet d'assurer le complément de financement. De plus, par le biais d'une meilleure organisation des agriculteurs entre-eux, il serait possible d'obtenir les principaux intrants à des coûts moins élevés et de réduire ainsi le montant des dépenses courantes.

Les dépenses d'investissement ne peuvent être couvertes par les ressources internes de l'exploitation que dans une proportion de 68,5%. Il faut donc trouver des solutions pour le financement des 31,5% de dépenses non couvertes. Ces solutions font appel aux principaux acteurs du développement, État, secteur bancaire et groupements paysans afin d'imaginer de nouveaux modes de financement à long terme de l'agriculture vivrière.

On peut se demander dans quelle mesure ces comportements restent valables pendant la campagne de 94/95. L'environnement a bien changé avec la dévaluation, la baisse du niveau de vie des populations urbaines, la libéralisation du commerce et la remontée du cours des produits de rente sur le marché mondial. On peut donc se demander si le problème du financement de l'agriculture vivrière ne se pose pas en des termes nouveaux.

Les flux financiers résultant de la vente à meilleure prix des produits d'exportation contribueront-ils à augmenter le résultat des exploitations facilitant ainsi le financement des activités vivrières. Pourront-ils compenser la hausse du coût des intrants importés ? Les agriculteurs continueront à investir dans l'agriculture vivrière pour assurer un minimum de sécurité, en cas de retournement des cours sur le marché mondial ?

Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre sans une nouvelle étude des nouveaux comportements et des circuits financiers qui sont en train de s'établir. Alors seulement il serait possible de réfléchir à des solutions institutionnelles, faisant appel aux principaux acteurs du développement, pour faciliter l'accès à des crédits de long terme facilitant l'investissement dans le secteur vivrier.

Jean-Luc Dubois
Coordonnateur d'Ocisca

Sommaire

Introduction

1. Fondements méthodologiques

2. Les modes de financement

Dépenses d'investissement

Dépenses courantes

3. Place des emprunts dans le financement

4. Les possibilités de financement de l'agriculture vivrière

Introduction

La politique agricole du Cameroun a longtemps favorisé les actions en faveur des cultures de rente, cacao, café, et coton, négligeant ainsi le secteur des cultures vivrières. Que ce soit au niveau de la recherche agronomique, de la vulgarisation agricole ou des financements, ce biais a été fréquemment observé. Il fut d'ailleurs confirmé par le Ministère de l'Agriculture dans son bilan diagnostique du secteur agricole pour la période 1960-1980 (MINAGRI 1980).

S'agissant des financements, ce bilan montre que pour la même période, l'État est intervenu dans environ 10% des besoins de financement des exploitations paysannes pour les cultures de rente mais 0% en ce qui concerne les cultures vivrières. Cette politique de soutien exclusif aux cultures de rente s'est poursuivie pendant la première moitié des années 1980. L'État continuait d'effectuer des prélèvements importants sur la vente de ces produits pour financer son budget, en raison des prix relativement satisfaisants sur le marché mondial.

Une grave crise économique s'est installée dans la deuxième moitié de la décennie 1980 en raison, notamment, de la chute du prix des produits de rente sur le marché mondial, et par conséquent, de la baisse des revenus de l'État. Il en est résulté un changement d'orientation dans la politique agricole, avec l'accent mis sur la diversification des cultures. C'est à dire que les paysans sont encouragés à produire davantage de cultures vivrières à côté des cultures de rente pour augmenter leurs revenus. Ce changement d'orientation coïncida avec le tarissement des moyens d'intervention de l'État, le développement du secteur vivrier à but commercial devrait permettre de générer les moyens financiers dont il a besoin pour son propre développement.

Il se pose donc la question de savoir comment financer le secteur de l'agriculture vivrière ? Pour pouvoir y répondre, il est indispensable d'étudier comment ce secteur fonctionne actuellement. Un examen du paysage agricole camerounais montre qu'il existe des zones où l'agriculture vivrière s'est fortement développée, avec parfois des résultats impressionnants. Le village de Bafou, notamment dans sa partie la plus haute en est incontestablement un exemple. Cet article présente les résultats d'une étude qui fut menée à Bafou dans ce domaine et les implications stratégiques qui s'en déduisent.

1. Fondements méthodologiques

L'exploitation agricole en tant qu'entreprise autonome a besoin de ressources pour fonctionner et atteindre les objectifs qu'elle se fixe. Ces ressources peuvent provenir soit de l'exploitant lui-même, soit de sources extérieures, soit être générées par l'exploitation. L'exploitant essaiera à partir des différentes sources disponibles, en fonction des contraintes associées à chaque source, d'obtenir les fonds nécessaires à la satisfaction des besoins de son entreprise. Dans le cas de l'agriculture vivrière, le manque d'intérêt de l'État et des institutions formelles de crédit, fait penser, à priori, que les exploitants agricoles auront à supporter tout seuls l'essentiel des besoins financiers de leur exploitation. En cas de recours à des sources extérieures de financement, ils ne pourront que s'adresser au système financier informel : tontines, associations diverses, etc..

On peut également penser que le cycle relativement court des cultures pratiquées : pommes de terre, tomates, carottes, choux, suffit à générer de façon interne les ressources nécessaires à l'exploitation, ce qui réduit, de fait, les besoins de financement extérieur.

Pour étudier ce problème de financement, un échantillon de 46 exploitations agricoles a été sélectionné dans la chefferie de Bafou, zone d'étude retenue, dans une population estimée à 6000 exploitations. Le tirage a été effectué au hasard à partir d'une liste des exploitations établie avec l'aide des autorités traditionnelles et des agents de vulgarisation. Les informations ainsi recueillies sont relatives aux besoins de financement des exploitations agricoles lors de la campagne 91/92. On a distingué les dépenses d'investissement, concernant l'acquisition de biens durables, et les dépenses courantes d'exploitation regroupant toutes les autres dépenses. Pour chaque dépense on a relevé la source de financement, ainsi que les conditions de son acquisition. On a également posé des questions sur les difficultés liées à la recherche des financements.

2. Les modes de financement

a) Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement suivantes ont eu lieu lors de la campagne 1991/92 (tableau 1).

Tableau 1 : Dépenses d'investissement (campagne 1991/92)

Nature de la dépense	Montant (000 F.CFA)	Nombre d'exploitants	Pourcentage du montant
Achat de terrain	4.845	11	34,5
Construction de magasin	6.395	9	45,5
Achat d'animaux	830	17	6,0
Équipements agricoles	995	16	7,0
Aménagements divers	585	14	4,0
Système d'irrigation	395	13	3,0
Autres	10	1	-
Total	14.052	-	100,0

On constate que l'achat de terrain et la construction de magasin sont les deux postes de dépenses les plus importants en valeur, et qu'ils représentent 80% des dépenses d'investissement effectuées. 11 exploitants ont acheté des terrains et 9 ont construit des magasins de stockage pour leur production.

Pour financer ces dépenses, les exploitants ont eu recours à quatre modes de financement : l'épargne personnelle, l'emprunt, les dons et le résultat d'exploitation (tableau 2).

Tableau 2 : Modes de financement des dépenses d'investissement (campagne 1991/92)

Mode de financement	Montant (000 F.CFA)	Nombre d'exploitants	Pourcentage du montant	Montant moyen (000 F.CFA)
Épargne	8.177	16	58,5	511,0
Emprunt	3.603	2	25,5	1.801,5
Dons	813	6	6,0	135,5
Résultat exploit.	1.439	17	10,0	84,5
Total	14.052	-	100,0	-

L'épargne de l'exploitant constitue de loin le mode principal de financement, représentant une contribution de 58,5% du montant total. 16 exploitants l'ont utilisé pour un montant total de 8.177.000 F.CFA soit une moyenne 511.000 F.CFA par exploitant. Ce montant est élevé. Pour le dégager, les exploitants doivent avoir des revenus consistants. Le deuxième mode de financement, l'emprunt contribue pour 3.603.000 F.CFA soit 25,5% du montant total. Paradoxalement, seulement 2 exploitants ont eu recours au crédit. Les fonds générés par l'exploitation n'ont représenté que 10% du total, et les dons 6%.

Ces résultats montrent que les ressources internes, venant soit de l'exploitant, soit du résultat de l'exploitation, représentent 68,5%. Les emprunts ont certes contribué pour 25,5% du montant total, mais le fait que seuls deux exploitants y aient recours relativise ce mode de financement. Le rôle non négligeable des dons, soit 6% du montant total avec 6 interventions, met en évidence l'existence d'un réseau de solidarité en faveur, notamment, des jeunes agriculteurs qui cherchent à s'installer.

b) Dépenses courantes

Pour les dépenses courantes d'exploitation, le tableau 3 présente la situation observée. L'achat d'engrais et de fumures constitue le poste de dépense le plus important : 34,27% des dépenses totales. Les semences suivent avec 23,37%. Chaque exploitant a dépensé en moyenne 283.000 F.CFA pour les charges d'exploitation courantes. Il faut également relever l'importance de la main d'oeuvre et des pesticides soit respectivement 11,77% et 10,33%.

Tableau 3 : Dépenses courantes d'exploitation (campagne 1991/92)

Nature de la dépense	Montant (000 F.CFA)	Nombre d'exploitants	Dépense moyenne	Pourcentage du montant
Engrais et fumures	4.461	46	96.978	34,27
Semences	3.042	44	69.136	23,37
Pesticides	1.345	42	32.024	10,33
Irrigation	126	11	11.455	0,97
Location d'engins	116	11	10.545	0,89
Transport	738	31	23.806	5,67
Main d'oeuvre	1.532	31	49.420	11,77
Location de terrain	430	3	143.333	3,30
Produits vétérinaires	35	11	3.181	0,27
Autres	897	20	44.850	6,89
Impôts et taxes	295	19	15.526	2,27
Total	13.018	-	-	100,00

Pour financer ces dépenses, les mêmes modes de financement que dans le cas des dépenses d'investissement ont été utilisées (tableau 4).

Tableau 4 : Modes de financement des dépenses courantes d'exploitation (campagne 1991/92)

Mode de financement	Montant (000 F.CFA)	Nombre d'exploitants	Pourcentage du montant	Montant moyen (000 F.CFA)
Épargne	6.742	42	51,79	160
Emprunt	1.432	22	11,00	65
Dons	308	14	2,37	22
Résultat exploit.	4.536	41	34,84	110
Total	13.018	-	100,00	-

Comme dans le cas des dépenses d'investissement, l'épargne occupe la première place. Elle couvre 51,79% des dépenses totales, avec un montant moyen de 160.000 F.CFA par exploitation. Le résultat de l'exploitation vient en deuxième position avec 34,84%. Par rapport aux dépenses d'investissement, il a pris une plus grande importance. L'emprunt arrive en troisième position avec 11% et les dons en dernière position avec 2,37%.

Ainsi les ressources internes, épargne de l'exploitant et résultat de l'exploitation, ont contribué pour 86,63%, contre 68,5% dans le cas du dépenses d'investissement. Les emprunts jouent un rôle presque marginal.

3. Place des emprunts dans le financement

De nombreuses études sur le financement du développement rural ont montré que l'accès au capital est une contrainte importante (Kamajou 1985). La plupart de ces études ont recommandé de favoriser l'accès des paysans au crédit. Il est donc intéressant

d'analyser un peu plus en profondeur la contribution de l'emprunt. Le tableau 5 présente les différentes sources de crédit qui sont couramment utilisées. On remarque la dominance des sources informelles de crédit, tontines et autres associations, parents et amis, usuriers, etc. Les sources formelles, caisse populaire, coopérative et banque commerciale, représentent une part négligeable, en nombre de bénéficiaires, malgré leur relative importance dans le montant total.

Tableau 5 : Sources de crédit pour le financement des exploitations enquêtées

Source de crédit	Nombre d'exploitants	Montant de la contribution
Tontines et autres associations	46	797.000
Parents et amis	15	350.000
Usuriers	3	160.000
Caisse populaire	2	80.000
Coopérative (CAPLAME) ¹	1	45.000
Banque commerciale	2	3.603.000

Tous les exploitants ont recours au crédit informel pour satisfaire leurs besoins en capitaux. Les conditions de prêt des institutions formelles, notamment les banques commerciales sont en général trop contraignantes. Aussi les seuls cas de financement bancaire, rencontrés lors de l'enquête, concernent des agriculteurs ayant, en parallèle, une activité extra-agricole qui leur fournit les garanties de prêt dont ils ont besoin.

Quant aux sources informelles utilisées, leurs problèmes de fonctionnement sont nombreux. Elles reposent sur la collecte d'épargne au sein de la communauté villageoise. Or depuis 1987, avec l'avènement de la crise économique, les revenus des ménages ruraux ont sérieusement baissé, ce qui s'accompagne naturellement d'une baisse de la capacité d'épargne. Les ressources mobilisables par les réseaux traditionnels de collecte de l'épargne sont ainsi devenues très limitées. De plus, le risque de non-remboursement des fonds prêtés a augmenté, ce qui aggrave encore les problèmes du système. Cependant les sources informelles de crédit, dans les conditions actuelles, présentent encore beaucoup d'avantages en termes d'accessibilité, de flexibilité et de disponibilité, même si elles demeurent limitées dans les volumes de fonds disponibles.

4. Les possibilités de financement de l'agriculture vivrière

La relance du secteur des cultures vivrières demande des financements importants. En ce qui concerne les dépenses d'investissement : achat de terrain, acquisition d'équipements, aménagements divers, etc., il faut trouver des sources de financement à moyen et à long termes. Or les fonds disponibles sont devenus très rares dans le système financier actuel tant informel que formel. L'épargne personnelle des exploitants représente actuellement l'alternative la plus sûre, car lorsqu'il est fait appel à l'emprunt, les prêts sont de courte durée, au maximum d'un an. Or le financement d'immobilisations à long terme par des prêts à court terme, n'est guère viable pour l'exploitation, surtout lorsqu'il s'agit de passer à une intensification de la production. On voit ainsi que la mise en place d'un bon réseau de

(1) Coopérative Agricole des Planteurs de la Menoua

financement avec des moyens financiers disponibles devient indispensable pour combler le vide actuel.

Les alternatives sont relativement limitées, l'État ayant déjà montré ses limites. Faut-il créer une institution spécialisée ? Or la faible rentabilité des activités agricoles rend difficile l'engagement de capitaux privés dans ce domaine. Si l'État et le secteur privé ne peuvent apporter les fonds nécessaires, la seule solution qui demeure est entre les mains des paysans eux-mêmes. Il faut qu'ils s'organisent pour créer la structure adéquate. L'expérience des coopératives est très controversée, même si, dans le cas des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest on est arrivé à une quasi-réussite. Toutefois les résultats obtenus n'ont cependant pas été à la hauteur des attentes.

Les dépenses courantes de fonctionnement sont plus faciles à financer, car elles peuvent être couvertes par le système financier actuel. Les principaux postes de dépenses sont les engrais et fumures, les semences, les pesticides et la main d'oeuvre, qui représentent à peu près 80% du montant total (cf. tableau 3). Ce pourcentage est appelé à augmenter avec le désengagement de l'État et la suppression des subventions aux engrais et pesticides, la dévaluation du Franc CFA et l'entrée en application de la taxe sur le chiffre d'affaire (TCA). Les prix de ces deux intrants essentiels ont augmenté², et donc les dépenses correspondant à leur acquisition.

Pour ces deux intrants ainsi que pour les semences, le problème du financement pourrait être résolu par une meilleure organisation des exploitants. En effet, nous avons vu que l'épargne représente 52% du total des financements. En regroupant leur épargne les exploitants auraient les moyens d'effectuer des commandes groupées, formule qui présente l'avantage de réduire les coûts unitaires. De plus, une telle structure, bien gérée pourrait avancer le coût des intrants aux membres qui n'ont pas suffisamment de fonds, le paiement intégral n'intervenant qu'après la récolte, ce qui rejoint l'idée de Monika et Gershon (1990). Ainsi, en s'organisant et en regroupant leurs efforts au sein d'une structure légère, les exploitants pourraient apporter un début de solution au problème du financement.

La viabilité d'une telle démarche repose sur sa capacité à éviter les dérapages qu'ont connu les expériences coopératives antérieures. La mauvaise gestion cautionnée par un État dont l'interventionnisme était souvent dérangeant, la non-application des principes coopératifs, notamment démocratiques, ont compromis la réussite d'organisations paysannes orientées vers le développement de l'agriculture. Il faut donc créer des structures légères au niveau des villages, qui doivent être autonomes. Les structures équivalentes de plusieurs communautés voisines pourraient s'associer pour augmenter leurs capacités d'intervention, comme l'ont montré Ellsasser et Diop (1990). Mais il ne faut pas rééditer l'expérience des unions de coopératives qui ont précédé la création des coopératives de base, car pour que de telles structures deviennent des groupes d'intérêt commun il faut qu'elles soient bien perçues par leurs membres.

En supposant la mise en place d'une telle organisation capable de résoudre le problème du financement des principaux intrants, engrais, pesticides et semences, il semble

(2) Les prix actuellement sur le marché sont au moins égaux au double de ce qu'ils étaient au moment de notre enquête.

que le réseau informel puisse couvrir le financement des autres dépenses de fonctionnement. Il ne reste que le problème du financement des dépenses d'investissement. Il semble que dans ce domaine, l'intervention de partenaires extérieurs, l'État ou tout autre bailleur de fonds, soit incontournable. Si l'on veut encourager le développement de l'agriculture vivrière sur des bases commerciales, il est indispensable qu'une structure adéquate puisse assurer le financement de capitaux à moyen terme aux agriculteurs. Malgré les échecs des expériences passées (Foko 1990), malgré le tarissement de ses moyens d'intervention l'État devrait susciter des initiatives permettant de combler ce vide afin d'assurer un développement plus performant du secteur des cultures vivrières, et de l'agriculture en général.

Conclusion

L'agriculture, comme toute activité économique, nécessite des moyens financiers importants. Les agriculteurs ne possèdent malheureusement pas toujours ces moyens et doivent donc faire appel aux sources extérieures de financement. Dans les conditions actuelles, l'essentiel des financements provient de l'épargne ou des sources informelles de crédit. Mais la mise en place d'une agriculture vivrière, viable à long terme, requiert un minimum d'intervention de la part de l'État en ce qui concerne les dépenses d'investissement. Des organisations paysannes mieux ciblées, mieux structurées et bien gérées pourraient assurer la couverture de tous les besoins de financement de court terme. Cette action sera complétée par celle du réseau financier informel qui a déjà fait ses preuves, malgré ses limitations importantes, notamment au niveau des sommes mobilisables.

Références bibliographiques

- Adams D.W., 1992, "Taking a Fresh Look at Informal Finance", in *Informal Finance in Low-income Countries*, Dale W. Adams and Delbert A. Fitchett editors. Westview Press, Boulder, Colorado.
- Calorimis C.W. and C.P. Himmelberg, 1994, "Directed Credit Programs for Agriculture and Industry: Arguments from Theory and Fact", in *Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economics 1993*. The World Bank, Washington D.C.
- Ellsasser K. et M. Diop, 1990, *La banque expérimentale de Banh, une démarche de recherche développement sur le crédit en milieu rural sahelien*, CIRAD, DSA, Montferand, France.
- Foko E., 1994, "Le paysan de l'Ouest Cameroun face au crédit agricole institutionnel", in *Economie Rurale*, No 219, Janv. Fev. 1994, pp 12-15.
- Kamajou F., 1985, Insuffisance du capital comme frein à la modernisation de l'agriculture. *Leçon inaugurale de l'année académique 1985-1986*, Centre Universitaire de Dschang, Dschang, Cameroun.
- MINAGRI, 1980, *Bilan diagnostic du secteur agricole 1960-1980*. Yaoundé, Cameroun.
- Monika K. and Gershon, 1990, "The Role of Groups and Credit Cooperatives in Rural Lending" in *The World Bank Research Observer*. Vol 5, July 1990. World Bank, Washington DC.
- Yaron J., 1992, "Successful Rural Finance Institution" in *World Bank Discussion Paper* n° 150. World Bank, Washington DC.

Liste des Cahiers parus ou programmés

Cahier N°1, "Le programme OCISCA: cadre théorique et orientations de recherche" par l'équipe d'animation d'Ocisca (en préparation).

Cahier N°2, "Du passé re-composé au futur improbable: les observatoires ruraux d'Ocisca comme mode opératoire d'une recherche impliquée" par Georges Courade, Mars 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N°3, "1991 - 1993 : Évolutions majeures dans la zone cacaoyère" (observatoire de Yemessoa) par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 35 p.

Cahier N°4, "Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols" par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, Juin 1994, Ocisca, Yaounde, 28 p.

Cahier N°5, "Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse" par Jean-Luc Dubois, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N°6, "Yemessoa, auto-approvisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise" par Michel Simeu Kamdem, Mai 94, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N°7, "Impact de la dévaluation sur l'habitat" par C. Pettang, T. Tamo Tatietsé and L. Mbumbia, Juillet 94, Ocisca, Yaounde, 38 p.

Cahier N°8, "Le secteur vivrier sud-camerounais face à la crise de l'économie cacaoyère" par Athanase Bopda (en préparation).

Cahier N°9, "Human Development through a Universal Development Initiative: a Practical Agenda" by Emmanuel Yenshu, August 94, Ocisca, Yaounde, 23 p.

Cahier N°10, "Migrants de retour et développement rural : le cas de Yemessoa" par Laurent Manga Bella, Septembre 94, Ocisca, Yaounde, 30 p.

Cahier N°11, "Quelle place pour l'agriculture familiale dans le secteur de la banane au Cameroun ?" par Isabelle Grangeret-Owona, Octobre 94, Ocisca, Yaounde, 37 p.

Cahier N°12, "Les planteurs de café et de cacao du Sud-Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation" par Samuel Ndembou, Décembre 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N°13, "Quel avenir pour l'exploitation des bas-fonds de l'Ouest Camerounais dans le contexte de la dévaluation du Franc CFA ?" par Emil Hacheu Tchawe, Novembre 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N°14, "The Impact of the CFA Franc Devaluation on the Cost of Production and Net Revenue of four Food Crops in Dschang", by Mathieu Ngouajio and Emmanuel Foko, January 95, Ocisca, Yaounde, 18 p.

Cahier N°15, "Les problèmes du financement de l'agriculture vivrière à Bafou", par Emmanuel Foko, Février 95, Ocisca, Yaounde, 17 p.